

Les uns admirent ses relations sociales et son sens de l'équilibre, les autres sa politique migratoire musclée. Les plus raisonnables savent qu'il y a des limites à l'exportation d'un modèle

# Le Danemark, pays à fantasmes des politiques français

## Sirènes

**Elisabeth Borne s'inspire en partie de l'exemple danois pour le contrat d'engagement jeune, Valérie Pécresse des mesures anti-ghettos de Copenhague.** Marlène Schiappa, en vacances dans le royaume, en admire la qualité de vie. En août, *Valeurs actuelles* a consacré un reportage à la politique d'immigration du Danemark.

Corinne Lhaïk

IL Y A QUELQUE CHOSE DE MERVEILLEUX au royaume du Danemark : chacun peut y trouver ce qu'il cherche. Pour les uns, une manière de concilier libéralisme et protection sociale, un modèle politique, un exemple écologique. Pour les autres, un traitement de l'immigration et de l'intégration. Au commencement, l'auberge danoise séduit les amateurs d'harmonie, en quête d'équilibre et de consensus. Exactement ce que Marlène Schiappa trouve dans ses vacances à Copenhague. « Ville sublime au bord de l'eau avec des gens adorables », écrit la secrétaire d'Etat chargée de l'Economie sociale et solidaire et de la Vie associative sur son compte Instagram, nourri de balades au soleil des canaux. « Tous les déplacements peuvent se faire à vélo grâce à de vraies pistes cyclables, explique-t-elle à l'Opinion, les Danois quittent tôt leur travail pour s'occuper de leurs enfants, et ils ont de nombreux loisirs nautiques, du kayak à la baignade en passant par le

paddle. Les études supérieures sont gratuites. Dans cette société de confiance très sécurisée, peu de vols à l'arraché. »

Sous le précédent quinquennat, Elisabeth Borne (ministre du Travail), Clément Beaune (Affaires européennes), Amélie de Montchalin (Transformation et Fonction publiques) ou Elisabeth Moreno (Egalité femmes-hommes et Diversité) sont partis vérifier que l'herbe danoise était plus verte. Alexandre Holroyd ne détient pas de statistiques scientifiques, mais il est formel : « Je suis le député qui reçoit le plus de ministres dans ma circonscription », dit l'élu Renaissance des Français d'Europe du Nord. Son empire couvre dix pays dont le Danemark et la Suède. « A Copenhague, les Français viennent voir leurs homologues, les parties prenantes, les partenaires sociaux ; ils visitent notamment le bâtiment où ces derniers négocient en permanence. »

**Paradis.** Longtemps, Stockholm se situait au sommet de l'échelle de Richter de la social-démocratie. Est venu le tour des Pays-Bas. Enfin, celui du Danemark, depuis le début des années 2000. La macronie y rencontre son paradis, le pays où le « en même temps » est possible. « Les Danois ont trouvé le point d'équilibre entre une grande liberté laissée aux entreprises pour embaucher et licencier et une solide protection aux salariés par le biais de l'assurance-chômage et de la formation, souligne Alexandre Holroyd, Exactement l'ambition d'Emmanuel Macron, qui veut protéger les personnes et non les emplois. »



JUDITH LITVINE/MEAE

Clément Beaune et Elisabeth Borne en déplacement à Copenhague, le 24 août 2021.

Au Danemark, cette alchimie se passe de l'Etat. Quand Elisabeth Borne et Clément Beaune veulent défendre la création d'un salaire minimum européen, en août 2021, ils se heurtent à un mur : patronat et syndicats n'en veulent pas, non sur le principe, mais parce qu'ils tiennent à négocier ce genre de sujets entre eux. Comme la

plupart de la législation du travail. Au royaume de Margrethe II, l'égalité des chances se fait sous forme de services (accessibilité pour les handicapés, éducation renforcée dans les quartiers défavorisés, etc.) de préférence au versement de prestations. Lors de son récent voyage, Elisabeth Borne, en pleine élaboration du futur contrat d'engagement jeune (CEJ), est accueillie par un Pôle emploi local. Elle entend le témoignage d'adolescents : ils commencent les petits jobs dès le collège, gosses de riches compris. Ses hôtes expliquent à la future Première ministre française que les profs sont très compréhensifs avec les élèves qui n'ont pas rendu un devoir en raison de leur boulot annexe.

« **Droits et devoirs.** » Les jeunes très éloignés de l'emploi bénéficient d'un soutien poussé. La ministre entend le récit d'une accompagnatrice sociale. Tous les matins, elle sonne à la porte des jeunes, pour leur rappeler leurs rendez-vous du jour, dans un mélange de bienveillance et de fermeté, en écho à la règle des « droits et devoirs » dont la France a tendance à oublier le second terme. Elisabeth Borne décide de s'en inspirer pour le CEJ.

Pour lire la suite, il faut quitter les rives macronistes, aborder celles de la droite et de ses extrêmes. Le Danemark aime tellement son modèle qu'il veut le protéger à tout prix, avec cet

**La Première ministre ne fait pas dans la tendresse: suspension de titres de séjour de réfugiés, définition d'une politique anti-ghettos...**

argument, fréquent dans les pays à protection sociale large : un modèle généreux n'est pas compatible avec une politique migratoire ouverte. Au pouvoir depuis juin 2019, la Première ministre social-démocrate, Mette Frederiksen, reprend à son compte la politique d'immigration et d'intégration de son prédécesseur libéral. Elle ne fait pas dans la tendresse : non-renouvellement et suspension de titres de séjour de réfugiés syriens, définition d'une politique anti-ghettos (quartiers où le nombre de personnes d'ascendance non occidentale est limité par la loi), projet d'externalisation du traitement des demandes d'asile au Rwanda, etc. Les critiques danoises existent, mais, dans l'ensemble, cette politique est approuvée au nom de la préservation de la tranquillité commune.

En France, elle inspire Valérie Pécresse. La candidate LR en avait retenu deux mesures dans son programme : le doublement des peines pour les crimes commis dans les quartiers difficiles et la création d'un plafond anti-ghettos, limitant les logements très sociaux à 30% par quartier. A l'extrême de la droite, *Valeurs actuelles* titre l'une de ses couvertures du mois d'août : « Immigration, le miracle est possible ». Les faits se situent au Danemark. Tour à tour, Eric Zemmour (Reconquête!) et Jordan Bardella (Rassemblement national) vantent les muscles de la politique danoise. Les macronistes préfèrent ignorer ce pan du « miracle ». Le « en même temps » traverse les clivages, mais pas tous.

@clhaik

## En santé aussi, le modèle danois fait rêver

SI LES FRANÇAIS REGARDENT avec envie le système de santé danois, c'est parce que la monarchie scandinave a mené en 2007 la grande réforme que l'Hexagone tente d'appliquer à son propre paysage sanitaire. Avant cela, les deux pays souffraient des mêmes maux : hôpitaux et urgences obsolètes et saturées, explosion des pathologies chroniques.

Comme la France avec la création en 2010 des agences régionales de santé (ARS), le Danemark a déconcentré sa gouvernance sanitaire mais en poussant la logique un cran plus loin, au niveau des bassins de vie. Paris, qui cherche à changer sa focale en imaginant le système de santé de demain fondé non plus sur l'offre médicale mais sur les besoins de la population territoire par territoire, observe donc l'initiative danoise avec une grande curiosité.

**Prévention.** Le royaume scandinave a également entrepris de réformer l'accès aux soins. Avant d'aller aux urgences, les Danois appellent le 1813, le service de régulation géré par les généralistes de ville ou le 112, l'équivalent de notre 15. Ce système de tri en amont, que le ministre de la Santé français François Braun appelle de ses vœux, a fait baisser de 25% en quatre ans le flux

de patients aux portes des hôpitaux tout en augmentant de 11% l'activité des généralistes.

Le Danemark a aussi fait le ménage en médecine de ville, ce qui intéresse d'autant plus la France que nos médecins libéraux sont historiquement rétifs à l'idée de se voir imposer lieu

**Comme l'Hexagone, le pays consacre une large part de son PIB à la santé (10,4%) mais distribue ses deniers de manière bien plus pertinente**

d'installation, honoraires et nombre de patients. Rémunéré par la région (qui régule l'installation des docteurs), le généraliste danois soigne en moyenne 1600 patients (contre 850 en France), filtre, sur le modèle du gatekeeper anglais, l'accès à ses confrères spécialistes (hors ophtalmos et ORL), gère les urgences non vitales et s'implique largement dans la prévention, en particulier relative à la perte de l'autonomie (dans le giron des municipalités).

Le généraliste ne travaille jamais seul mais en coordination avec les paramédicaux et les pharmaciens. Depuis deux ans, la France essaye bon an mal an de développer cette approche via les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS). L'Hexagone compte 273 de ces réseaux de soignants qui couvrent 35% de la population.

Le monde hospitalier danois affiche trois niveaux de prise en charge, un canevas dont s'est inspirée la France en 2016 en lançant les groupements hospitaliers de territoire, dont le bilan est mitigé.

Dernière source d'inspiration : le dossier médical partagé (DMP). En France, le sujet est synonyme d'échec alors qu'au Danemark, les habitants consultent en ligne trente ans d'historique médical sans difficulté.

Ces petites révolutions ne se sont pas faites sans contrepartie. Comme la France, le Danemark consacre une large part de son PIB à la santé (10,4%) mais distribue ses deniers de manière bien plus pertinente. Le royaume est l'un des rares pays européens où le médecin généraliste gagne mieux sa vie que le spécialiste.

Anne Bayle-Iniguez  
@anne\_bayle

## « Borgen », une série politique inspirante et avant-gardiste

QUE FONT LES POLITIQUES pendant leurs vacances ? Ils emportent des dossiers, rattrapent des lectures et désormais, des séries. Cet été, l'une d'elles sera regardée avec un intérêt particulier : la saison 4 de *Borgen*, fiction très réaliste sur la vie politique au Danemark.

Les trois précédents volets signés Adam Price retracent l'ascension au poste de Première ministre puis le quotidien de Birgitte Nyborg, jouée par Sidse Babet Knudsen. Neuf ans après la diffusion du dernier épisode de la saison 3, elle revient dans *Le pouvoir et la gloire*, grâce au géant Netflix qui a participé à la production. Nyborg occupe désormais le ministère des Affaires étrangères et se retrouve au milieu de tensions diplomatiques autour du Groenland : le pays constitutif vient de trouver du pétrole et envisage son indépendance. La fibre écologique de la ministre est mise à rude épreuve.

**Post-genre.** Cette série plaît à la classe politique française au point de la trouver inspirante. Elle vante l'accession aux plus hautes responsabilités d'une femme, là où en France, la nomination d'une personnalité féminine est perçue comme un événement. Episode après épisode,

*Borgen* normalise la place des femmes dans les sphères du pouvoir. La série traduit cette facette de la société danoise. « C'est une série post-genre : tous les protagonistes sont des femmes, on attire le regard là-dessus mais la question du genre finit par ne plus se poser », note le politologue Emmanuel Taïeb.



SIPA PRESS

Sidse Babet Knudsen interprète Birgitte Nyborg dans *Borgen*.

« C'est une magnifique peinture de la femme en politique mais aussi de sa solitude », souligne son confrère Rémi Lefebvre, codirecteur de l'ouvrage *Séries politiques, le pouvoir entre fiction et vérité* (De Boeck Supérieur). En effet, Birgitte Nyborg, vêtue d'un habituel tailleur noir, apparaît stricte, acharnée de travail, fine négociatrice et... seule. Certains y verront une ressemblance avec le style Elisabeth Borne à Matignon.

La série se veut aussi pédagogique : elle décortique le système politique danois et ses primes aux compromis permanents. Un mot devenu à la mode du fait de la configuration actuelle de l'Assemblée nationale. « Mais dans notre culture, le mot compris s'apparente à de la compromission », souligne Rémi Lefebvre. Une élue de La France insoumise, fan de la série, nuance : « Avec la Nupes, on montre que le compromis à la Borgen est possible ! » Un autre, issu des rangs socialistes, confirme : « La série peut susciter un désir de modération. » Preuve que *Borgen* fait découvrir une façon de faire de la politique... qui donne des idées.

Lucas Hélin  
@LucasHelin